



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Extrait du registre aux délibérations du Collège des Bourgmestre et Échevins

Présents

Catherine Moureaux, *Bourgmestre-Présidente* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi,
Mohammed Kalandar, Oumar Diallo, *Échevin(e)s* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f.*

Excusés

Josiane Dostie, *Échevin(e)* ;
Ahmed El Khannouss, *Président du CPAS, siégeant avec voix consultative.*

Séance du 25.06.26

#Objet : Mobilité - Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Journée sans voiture du dimanche 20 septembre 2026 #

Mobilité

LE COLLEGE,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 130*bis* et 135, § 2 ;
Vu le règlement du conseil du 17 juin 2026 approuvant l'accord conclu le 22 avril 2026 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;
Considérant l'organisation par la Région de Bruxelles-Capitale de la semaine de la mobilité dont le point culminant est la « journée sans voiture » ;
Considérant que cette initiative est prise sous l'égide de l'Union européenne, que celle-ci développe depuis plusieurs années une politique invitant les autorités locales à conscientiser les citoyens sur la problématique du transport durable, que cette politique se traduit par l'organisation d'une « European mobility week » et d'une journée « In Town Without My Car » au niveau européen ;
Que la commune souhaite participer à la poursuite des objectifs régionaux que sont la promotion des modes de transport actifs (la marche, le vélo) et des transports en commun et la diminution de la pollution atmosphérique et sonore ;
Considérant que le 20 septembre 2026 aura lieu la « journée sans voiture » ;
Que, le 17 juin 2026, le conseil communal a décidé de s'associer également à cet événement ;
Qu'il convient à cet égard de déterminer de manière précise et certaine les règles de circulation qui s'appliqueront de manière temporaire lors de cet événement ;
Considérant que l'article 135, § 2, alinéa 2, 1°, de la Nouvelle loi communale charge les communes d'assurer la sécurité publique, ce qui entend tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ;
Considérant que l'article 130*bis* de la Nouvelle loi communale permet explicitement au Collège des bourgmestre et échevins de régler des situations temporaires relatives à la circulation routière ;
Qu'en vue de l'organisation de la « journée sans voiture » par la Région de Bruxelles-Capitale, il est nécessaire de protéger les participants à l'évènement ;
Qu'il y a lieu en effet de prévenir les risques engendrés par une présence massive de participants sur les voiries bruxelloises ;
Que l'ampleur de l'évènement nécessite l'adoption de mesures interdisant la circulation sur l'ensemble du territoire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, dont celui de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Qu'il est plus approprié de sécuriser une seule zone que plusieurs zones qui nécessiteraient un dispositif de déviation et d'information des participants plus important ;
Que la diminution du nombre de voitures sur la voirie participe à l'objectif de conscientisation des citoyens à l'usage de modes alternatifs de transport ;
Que la présente ordonnance est prise dans un objectif de prévention quant aux troubles qui pourraient survenir sur la voie publique, du fait de la présence massive des piétons, cyclistes et de tous autres usagers lors de cette journée ;
Que même si les règles du code de la route restent applicables, le principe de précaution impose que les

autorités communales mettent tout en œuvre pour préserver la sécurité des citoyens et des participants ;
 Que restreindre la circulation automobile pour assurer la sécurité des participants durant le temps de l'évènement de la « journée sans voiture » revient à régler une situation temporaire au sens de l'article 130bis précité ;
 Considérant l'article 50 du Règlement général de Police commun aux 19 communes bruxelloises ;
 Considérant que seul le Collège des bourgmestre et échevins est compétent pour adopter une telle ordonnance ;

DECIDE :

Article 1^{er}.

La circulation automobile est interdite sur tout le territoire de la commune le 20 septembre 2026 de 9 heures 30 à 19 heures.

Par circulation automobile, on entend la circulation des véhicules à moteur au sens de l'article 2.16 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la circulation automobile est autorisée dans les rues suivantes :

- Chaussée de Ninove entre Van Soust et Paloke
- Rue de la Sérénade
- Rue de la Sonatine

Art. 2. § 1^{er}. Sont néanmoins autorisés à circuler :

- 1° les véhicules de sociétés de transport en commun ;
- 2° les taxis de station, tel que défini par l'ordonnance relative au service de taxis du 09 juin 2022 ;
- 3° les véhicules des services de secours ;
- 4° les autocars ;
- 5° les véhicules d'utilité publique ;
- 6° les véhicules de médias siglés ;
- 7° les véhicules de type minibus (8 +1 places) siglés HORECA ;
- 8° les handicapés munis de la carte spéciale prévue à l'article 27.4.3 d de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;
- 9° les véhicules munis d'une plaque immatriculée CD (corps diplomatique) pour autant qu'ils transportent effectivement un diplomate ou que le chauffeur dispose d'une feuille de route ou d'un ordre de mission.
- 10° les cyclomoteurs de type speed pédélec tels que définit par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique

Sont également autorisées à circuler les personnes munies de l'autorisation visée à l'article 3.

§ 2. Les véhicules autorisés à circuler ne peuvent dépasser la vitesse de 30 km/h.

Les conducteurs, sauf ceux des véhicules mentionnés dans l'art. 2, doivent apposer sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule, l'autorisation visée à l'article 3.

Toutes les autres dispositions du Code de la route restent applicables.

Art. 3. § 1^{er}. L'autorité communale peut délivrer une autorisation de circuler suivant le modèle commun aux 19 communes à toute personne qui en fait la demande et qui démontre l'absolue nécessité d'utiliser son véhicule à moteur le jour de l'évènement.

L'autorisation indique l'heure présumée d'entrée sur le territoire ou de départ du trajet et l'heure présumée de sortie du territoire ou d'arrivée du trajet.

§ 2. L'autorisation délivrée par l'autorité communale d'une autre commune de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est également valable sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean.

8 votants : 8 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Secrétaire f.f.,
(s) Marijke Aelbrecht

Pour le Collège La Bourgmestre-Présidente,
(s) Catherine Moureaux

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 02 juillet 2026

Secrétaire f.f.,

L'Echevin-Président

Marijke Aelbrecht

Amet Gjanaj